

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 20 mai 2019

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 01

Objet de la délibération : Direction
Economie de Proximité et tourisme -
Association pour le Droit à l'Initiative
Economique « ADIE » - Convention de
participation financière 2019

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.071

Date de la convocation :
Le 14/05/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 5 JUIN 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 3 JUIN 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

L'an deux mil dix-neuf et le 20 mai à 09h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP

Monsieur LEONETTI,

Créée en 1989, l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (l'ADIE) est une association reconnue d'utilité publique qui finance et accompagne les créateurs d'entreprise n'ayant pas accès au crédit bancaire. S'inscrivant dans le cadre de l'économie sociale et solidaire, l'ADIE a pour but de donner les moyens d'entreprendre aux personnes en situation de précarité sociale et financière via le « microcrédit accompagné ».

L'ADIE intervient auprès de tous les porteurs de projet ne pouvant prétendre à un financement bancaire, et ce, quels que soient leur secteur d'activité ou leur expérience. Le besoin de financement ne doit pas dépasser 10 000 € pour un projet d'entreprise et 5 000 € pour un projet d'emploi salarié.

Le concept du « microcrédit accompagné » proposé par l'ADIE à son public cible est un accompagnement gratuit comportant deux volets :

- En amont, une phase d'accompagnement préalable à l'instruction financière consistant à valider le projet de création d'entreprise ;
- En aval, une phase de fourniture de services post-crédation thématique tels que : la gestion, la comptabilité, le développement commercial, l'intermédiation bancaire ou encore l'aide juridique de services à distance en libre téléchargement sur internet (modèle de devis, de facture, courrier type...).

L'ADIE intervient depuis 1998 sur le territoire de la CASA.

Bien qu'elle n'ait pas bénéficié du soutien financier de la CASA en 2018, l'ADIE a maintenu son offre sur le territoire de l'agglomération, permettant à 19 porteurs de projet de bénéficier d'un micro-crédit.

Pour 2019, l'ADIE s'est fixée un objectif à la hausse, celui de financer au moins 20 porteurs de projet sur le territoire de la CASA.

Dans ce cadre et afin de poursuivre et de développer son action, l'ADIE sollicite de la CASA une participation financière à hauteur de 10 000 €.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2014.005 du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'autoriser le versement d'une subvention de 10 000 € à l'ADIE au titre de 2019 ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la CASA et l'ADIE dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; fonction « 90 » / budget de la Direction Economie de Proximité et Tourisme (ECO).

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'autoriser le versement d'une subvention de 10 000 € à l'ADIE au titre de 2019 ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la CASA et l'ADIE dont le projet est joint en annexe ;

- d'autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; fonction « 90 » / budget de la Direction Economie de Proximité et Tourisme (ECO).

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 20 mai 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE – L'Adie**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019 ;

Ci-après désignée **la C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée Association pour le Droit à l'Initiative Economique – Adie- régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de donner les moyens d'entreprendre aux personnes en situation de précarité sociale et financière via le « microcrédit accompagné », dont le siège social est situé 139, Boulevard de Sébastopol, 75002 PARIS, représentée par Monsieur Frédéric LAVENIR agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **l'Adie**

EXPOSE

Conformément à l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la C.A.S.A., celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

L'Adie est une association reconnue d'utilité publique qui finance et accompagne les personnes en situation de précarité sociale ou financière n'ayant pas accès au crédit bancaire, via le dispositif de « microcrédit accompagné ». A cet égard, elle participe à la politique de développement économique en contribuant à améliorer l'environnement institutionnel du microcrédit et à développer la création d'entreprises.

L'ADIE intervient auprès de tous les porteurs de projets, quels que soient leur secteur d'activité ou leur expérience et propose ses services sur le territoire de la C.A.S.A. depuis 1998.

Dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, la C.A.S.A souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Adie s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de création d'emplois et de richesse sur le territoire grâce au microcrédit accompagné.

La caractéristique commune du public de l'Adie est de ne pouvoir prétendre à un financement bancaire. L'Adie intervient auprès de tous les porteurs de projet quelque soit le secteur d'activité

ou leur expérience. Le besoin de financement ne doit pas dépasser 10 000 € pour un projet d'entreprise et 5 000 € pour un projet d'emploi salarié.

Le concept du « microcrédit accompagné » proposé par l'Adie à son public cible est un accompagnement gratuit qui comporte deux volets :

- En amont, une phase d'accompagnement préalable à l'instruction financière qui consiste à valider le projet de création d'entreprise ;
- En aval, une phase de fournitures de services post-crédation thématique tels que : la gestion et la comptabilité, le développement commercial, l'intermédiation bancaire, l'aide juridique et la fourniture de supports à distance en libre téléchargement sur internet : modèle de devis, de facture, courrier type...).

Dans ce cadre, l'objectif pour 2019 est de financer 20 porteurs de projet sur le territoire de la CASA dans le cadre d'un projet d'entreprise ou de retour à l'emploi.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'Adie pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'Adie s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 39 147 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association l'Adie reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la signature de la présente convention et sera créditée au compte de l'association l'Adie par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires

L'association l'Adie s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de porteurs de projet financés dans le cadre d'un projet de création d'entreprise
- Nombre de personnes financées dans le cadre d'un projet de retour à l'emploi
- Nombre de personnes accueillies, informées et orientées
- Nombre d'instructions financières réalisées
- Nombre de prestation d'accompagnements dispensés
- Profils des personnes soutenues

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par l'association l'Adie.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'association l'Adie s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association l'Adie remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2018.
- Si l'Adie est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ L'association l'Adie devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Adie et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

L'Adie s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association
pour le Droit à l'Initiative Economique
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Le Président

Frédéric LAVENIR

Jean LEONETTI

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2019

CHARGES	Montant ¹⁰	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	732	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	0
Prestations de services	0		
Achats matières et fournitures	516	74- Subventions d'exploitation¹¹	30 700
Autres fournitures	216	Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	0
61 - Services extérieurs	5 345	- PRE	
Locations	3 818	-	
Entretien et réparation	1 486	Région(s) :	
Assurance	41	- Région Sud / Répartition	5 700
Documentation	0	Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	1 389	- Conseil Départemental 06 / Répartition	6 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	287	Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Publicité, publication	69	- Agglomération SOPHIA ANTIPOLIS	10 000
Déplacements, missions	494	Commune(s) :	
Services bancaires, autres	539	-	
63 - Impôts et taxes	51	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération	0	-	
Autres impôts et taxes	51	-	
64- Charges de personnel	25 908	Fonds européens / Répartition	7 000
Rémunération des personnels	24 857	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales	0	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	1 051	Autres privées / Répartition	2 000
65- Autres charges de gestion courante	5 722	75 - Autres produits de gestion courante	0
66- Charges financières	0	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles	0	76 - Produits financiers	8 447
68- Dotation aux amortissements	0	78 - Reprises sur amortissements et provisions	0
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement	0		
Frais financiers	0		
Autres	0		
TOTAL DES CHARGES	39 147 €	TOTAL DES PRODUITS	39 147 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
Secours en nature	0	Bénévolat	0
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0	Prestations en nature	0
Personnel bénévole	0	Dons en nature	0
TOTAL	39 147 €	TOTAL	39 147 €

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 20/05/2019
Numéro : BC_2019_071
Nature : DE - Deliberations
Objet : Association pour le Droit à l'Initiative Economique " ADIE "
- Convention de participation financière 2019
Matière : 7.5 - Subventions

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : YGQsJuU

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/06/2019
Identifiant : 006-240600585-20190520-BC_2019_071-DE

Acte reçu

Date : 20/05/2019
Numéro interne : BC_2019_071
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Association pour le Droit à l'Initiative Economique " ADIE " - Convention de participation financière 2019
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_071-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_071-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_071-DE-1-1_3.PDF

N